

## Actualité Birmanie - Janvier 2022 avec Anne Monmoton

### La contestation du gouvernement en place

Début septembre le gouvernement « dissident » (NUG) - issu des élections non reconnues par les militaires en novembre 2020 - a appelé la population à résister par toutes les formes possibles, en lançant des actions défensives contre l'oppression militaire. L'enjeu pour ce gouvernement est de coordonner les multiples petits « groupes de défense populaires » (PDF) constitués de personnes civiles, principalement des jeunes, ayant pris les armes ; mais également d'appeler les traditionnelles armées ethniques en lutte contre le pouvoir birman de longue date, sous une seule et même bannière.

En représailles, la Tatmadaw a lancé depuis début novembre une grande offensive de reconquête pour venir à bout de la résistance populaire. Tous les jours sont rapportés des explosions, attaques de villages avec tous les maux qui en découlent (arrestation, exécutions sommaires, etc) ; les zones les plus touchées sont l'état chin (presque la totalité de la ville de Thantlang qui compte 10 000 habitants a fui vers l'Inde la destruction de la ville) ; la division de sagaing ; l'état kayah et le sud de l'état shan. Ces affrontements ont entraîné le déplacement de 223 000 personnes à l'intérieur de la Birmanie et vers les pays voisins depuis début février 2021 selon l'UNHCR. Plus de 1 250 civils ont été tués et plus de 7 000 sont en détention.

Y compris les meurtres et les incendies de civils et ceux tués lors de raids aériens, la junte avait tué mardi 1 380 personnes et détenu 11 248 autres depuis le coup d'État du 1er février, selon l'Association d'assistance aux prisonniers politiques, un groupe qui surveille les atrocités du régime.

### Le massacre du 24 décembre

Le dernier épisode en date est le massacre le 24 décembre d'une quarantaine de personnes tuées par les militaires birmans dans le canton de Hpruso dans l'état kayah et dont les corps ont été retrouvés brûlés. Parmi les victimes figuraient deux employés birmans de l'association Save the Children qui œuvre pour l'éducation en Birmanie. Ce massacre faisait suite à un affrontement entre la Force de défense des nationalités karennes (KNDF) et des troupes birmanes. Le conseil de sécurité de l'ONU a affirmé dans un communiqué « la nécessité que les responsables de ces actes rendent des comptes ».et a également réclamé la fin immédiate des violences.

Noël a été célébré dans le silence, la prière et la solidarité par les catholiques, sans festivité, à la demande des évêques.

### La voix de la Birmanie sur le plan international

Sur le plan international- le gouvernement civil en exil « NUG » cherche à se faire reconnaître comme le seul gouvernement légitime de Birmanie. Fin octobre au sommet de l'ASEAN, le représentant de la Birmanie était issu du NUG et non du gouvernement des militaires (SAC). Auprès de l'ONU, l'ambassadeur qui était en place avant le coup d'état l'est toujours mais son accréditation définitive n'a pas été encore reconnue et il n'a donc pas droit à la parole. Aung San Suu Kyi (ex-premier ministre) et l'ex président Win Myint sont toujours en procès et ont déjà été condamnés à 4 ans de prison pour différents chefs d'accusation.

### Effondrement économique et appauvrissement des birmans

Sur le plan économique les restrictions de déplacement liés à la crise sanitaire ; la fermeture d'usines courant 2020 et la baisse des investissements étrangers ont entraîné la perte de nombreux emplois. D'après un rapport du Programme des Nations Unies pour le développement, (25 millions de personnes) soit près de la moitié de la population vivrait dans la pauvreté d'ici le début de 2022 (augmentation de 12 millions de personnes par rapport à début 2020 ; soit un retour au niveau d'appauvrissement de 2005 -avant l'ouverture du pays). Les prix de la vie

quotidienne (carburant, riz, cout de l'internet) augmentent et il est difficile pour les familles, sans emploi, d'y faire face. L'exode vers l'étranger (Singapour, Thaïlande, ...) pour gagner de l'argent et fuir un pays sans aucun espoir gagne à nouveau surtout les jeunes.

### **Covid-19 : vague de contamination au cours de l'été**

Au cours des mois de mousson (juillet aout 2021), le COVID a touché la population birmane de manière assez forte (19000 décès sur une population de 54 millions d'habitants). Le système de santé déjà précaire (manque d'accès aux soins, de tests, de médicaments, de bouteilles d'oxygène, de personnel compétent) associé à la grève des médecins a été d'autant plus fragilisé et peu de personnes ont pu être soignées. Les militaires ont été accusés d'instrumentaliser la crise sanitaire pour empêcher la population de sortir de chez elle et de se déplacer pour chercher du travail.

### **Les écoles : un moyen de protestation**

Les écoles ont officiellement été rouvertes début novembre 2021, sauf dans certains départements pour lutter contre le Covid-19. Mais seulement 20 % des effectifs sont revenus (dans les écoles publiques qui constituent l'immense majorité des écoles) : la grève des professeurs encore très suivie ; la peur des parents d'envoyer leurs enfants « sous protection » de l'armée ont dissuadé les parents de renvoyer les jeunes. C'est aussi une manière de s'opposer aux militaires.

### **Quel avenir pour la Birmanie ?**

Les responsables locaux nous partagent que la situation est de plus en plus tendue ; il est difficile de savoir si les militaires vont réussir à s'imposer et faire tourner normalement le pays, si la résistance et le gouvernement civil vont l'emporter rapidement, si la situation actuelle très chaotique va se poursuivre et combien de temps. Vraisemblablement celle-ci va s'intensifier encore ces prochaines semaines. Les responsables locaux sont assez pessimistes sur les semaines à venir. L'avenir paraît sombre et certains semblent perdre espoir même s'ils ne baissent pas les bras.